

Contradictions chinoises

L'émergence de la puissance chinoise est une réalité que nous renvoie quotidiennement la lecture de la presse occidentale. Mais celle-ci, souvent prompte aux clichés, livre de la Chine, selon les cas et les saisons, une image tantôt alarmiste tantôt émerveillée, toujours impressionnante. Il est vrai que la Chine actuelle, celle des dix premières années du XXI^e siècle, porte aux superlatifs tant son explosion est phénoménale, instantanée à l'échelle de l'histoire et inédite par sa dimension. Sans sombrer dans l'un ou l'autre des excès, ceux de la menace et ceux de l'admiration, et sans prétendre non plus échapper aux multiples hypothèses qu'inspire la complexité de ce pays, on peut toutefois tenter de proposer une analyse de la situation contrastée dans laquelle se trouvent la Chine et la mondialisation dont elle est désormais un acteur majeur.

La Chine n'est pas entrée en « Renaissance » comme ce fut le cas de l'Europe du XVI^e siècle. Certes, il y a un retour au passé mythique et confucéen de l'Empire du Milieu, de même que notre Renaissance s'inspira de la Grèce et de Rome. Mais, pour l'instant du moins, cette transformation en cours ne s'accompagne pas de l'invention d'un nouveau système socio-politique, comme ce fut le cas alors avec l'Etat-nation et le contrat social. La Chine s'est contentée, si l'on peut dire, d'entrer dans le monde dont elle s'était isolée depuis trois mille ans et de s'inspirer de la modernité occidentale. En réalité, elle a profité des circonstances exceptionnelles que lui a offertes le « marché ». Ce fut sa chance mais c'est aussi sa fragilité : l'émergence chinoise n'est rien de plus qu'un produit du marché mondial, plus précisément du consumérisme américain.

Le génie de Deng Xiao Ping est d'abord d'avoir compris cela, que la Chine, après trois révolutions avortées en un siècle, ne pouvait plus se permettre l'échec et qu'elle devait s'amarrer au vaisseau mondial au moment le plus favorable, celui où la mondialisation entrait dans les faits. Le savoir-faire du « petit timonier » est aussi d'avoir senti que le peuple chinois était à bout, que ce nouvel élan était sa dernière chance de se normaliser et d'accéder enfin au bien-être. Ces deux dynamiques, étroitement entremêlées, l'accès au marché mondial et l'énergie des travailleurs chinois, sont la source du miracle chinois.

La situation économique au tournant des années 2010 est éloquente : la richesse nationale est passée en trente ans de 1 % à 8 % du PIB mondial, parvenant à rattraper le Japon au deuxième rang mondial ; au taux actuel de croissance, la Chine sera à parité de richesse avec les Etats-Unis vers 2030, peut-être avant. Les objectifs assignés par Deng en 1979 auront alors été

atteints : retrouver les équilibres de 1820, c'est-à-dire que les 20 % de la population mondiale que représentent les Chinois disposent de 20 % de la richesse mondiale ; en d'autres termes, effacer les humiliations du XIX^e siècle, laver les affronts des traités inégaux et rentrer dans le monde à la place que la Chine devrait, en toute équité, y tenir. Même si les résultats économiques sont d'ores et déjà spectaculaires, on voit que le chemin des vingt prochaines années reste long à parcourir et plein d'embûches. Toute la problématique chinoise est là, dans cet objectif ambitieux mais légitime, dont on n'imagine pas qu'il puisse être atteint sans de multiples péripéties et, ne le masquons pas, sans d'énormes risques autant pour la Chine elle-même que pour le monde entier. Il n'est pas aisé en effet de faire rentrer un éléphant dans un magasin de porcelaine, et il faudrait être stupide ou infantile pour ne pas s'attendre à ce qu'il y ait un maximum de dégâts.

Si la progression économique de la Chine est constante et soutenue – malgré la crise, plus de 8 % de croissance en 2009 – et permet, grâce à un épais matelas de réserves financières, d'une part de doter le pays d'un remarquable réseau d'infrastructures (autoroutes, voies ferrées, ports et aéroports, canaux, énergie, etc.), d'autre part de se lancer dans une politique sociale de grande ampleur (santé, éducation, logement : les « trois montagnes »), l'objectif d'une « aisance modérée » pour la majorité des Chinois, compte tenu de leur nombre – 1,350 milliard - est encore à l'état de projet. La proportion des « pauvres » dans les campagnes, qui abritent encore plus de la moitié de la population, reste très importante et la disparité des revenus entre villes et campagnes ne cesse de croître. La Chine dans son ensemble ne ressemble guère à Shanghai ni aux mégapoles modernisées que sont les grandes capitales provinciales. Comme le répètent nos interlocuteurs chinois, dans ce pays qui veut ignorer les contradictions, la Chine est, pour longtemps, aussi bien un pays sous-développé qu'une puissance moderne.

Cette contradiction, pour choquante qu'elle soit, n'est pas la seule, et les défis nombreux à relever. Un faisceau de problèmes, nés autant de la rapidité de l'émergence de la Chine que de son conservatisme culturel traditionnel et d'un proche passé dramatique, se dresse pour rendre hypothétiques les projections en 2030 d'un Empire mondial retrouvé. Pour deux raisons principales, l'une relative aux conséquences que provoque l'intrusion chinoise sur les équilibres mondiaux, l'autre liée au bouleversement interne qu'entraîne un développement aussi brutal et considérable sur le monde chinois lui-même.

Conséquences sur « l'ordre mondial »

L'entrée de la Chine sur la scène mondiale est passée inaperçue pendant plus de vingt ans ; elle ne gênait personne. Au contraire, ses besoins en équipements ouvraient un nouveau et gigantesque marché aux produits occidentaux ; en retour, ses productions à très bas prix dopaient la croissance mondiale, notamment celle, très entraînée, du commerce extérieur, en même temps qu'elles limitaient l'inflation. La Chine des années 90 était l'eldorado où les termes des échanges étaient favorables ; on était « gagnant-gagnant » selon une formule qui a fait florès chez les dirigeants chinois. Mais, à raison de 10 à 15 % de croissance annuelle et

d'exportations de plus en plus lucratives – la Chine est devenue en 2009 le premier exportateur mondial en devançant l'Allemagne -, elle s'est considérablement enrichie et a accumulé un matelas de devises estimé à 2350 milliards de dollars, dont environ 800 milliards en bons du Trésor américain.

Au tournant des années 2000, la Chine a brusquement changé de visage : elle est devenue un redoutable rival industriel et un créancier tout-puissant. De cette concurrence, on mesure aujourd'hui les désastres sur l'emploi industriel dans nos pays ainsi que sur les taux de change monétaires. L'ordre économique mondial, autrement dit la mondialisation, se trouve, depuis quelques années, profondément déstabilisé par l'intrusion chinoise et on peut prévoir sans risque de se tromper que cette déstabilisation ne va cesser de s'accroître à l'avenir.

Ce déséquilibre survient au pire moment pour les grands acteurs mondiaux, mais aussi pour la Chine. Certes, ce pays semble avoir surmonté la crise financière de 2008 et économique de 2009 par une injection considérable de capitaux de son plan de relance (environ 500 milliards d'euros) et de crédits aux entreprises (environ 1500 milliards d'euros), mais en prenant le risque de créer autant de « bulles » financières, immobilières, boursières, etc. Ce qui signifie que, dans son système de développement comme dans son traitement de la crise, la Chine continue de copier le modèle américain. La Chine rêve de rattraper son modèle et se considère comme « la nouvelle Amérique », mais à l'échelle d'une population dix fois plus nombreuse que ne l'était celle des Etats-Unis au début du XX^e siècle. C'est dire le niveau d'ambition et l'ampleur du défi. Et cela explique aussi la détermination, voire l'arrogance, dont font preuve les dirigeants chinois dans cette ascension galopante vers les sommets.

Ce moment est le pire car nous sommes dans une zone de fortes turbulences où deux phénomènes se conjuguent pour contrarier fortement la poursuite au rythme actuel de la croissance chinoise. Le premier est lié au déséquilibre mondial que l'intrusion chinoise a contribué à provoquer ; le monde multipolaire cherche ses marques et se révèle beaucoup plus chaotique qu'harmonieux. La fin du leadership américain et la contestation de l'hégémonie occidentale n'ont été remplacées par aucun nouveau système de gouvernance mondiale. L'échec de Copenhague illustre parfaitement l'impuissance des Nations unies, le manque de crédibilité de l'Union européenne et la capacité de nuisance de groupes de pays comme les 77 : la soi-disant communauté internationale est en lambeaux. Or, la Chine a besoin d'un monde stable et organisé pour y trouver sa juste place, pour éviter aussi, ce qui paraît essentiel à terme, de ne pas se trouver seule face aux Etats-Unis.

La Chine veut en réalité une chose et son contraire : un ordre international inchangé car connu et légitimé par le temps, mais un ordre qui accepterait en quelque sorte de se « siniser » ou au moins de se « désoccidentaliser ». Elle dispose d'arguments forts pour faire valoir ce dernier point de vue mais sans mesurer à quel point son intrusion dans l'ordre mondial tel qu'il est a justement tendance à le pervertir et à le rendre impuissant. Toute une problématique des relations internationales actuelles

se dévoile dans cette contradiction dans laquelle il serait dangereux de se complaire trop longtemps. Elle devrait déboucher sur une évolution suffisamment douce et progressive des instances internationales pour encadrer la situation nouvelle qu'a créée l'émergence chinoise. Dans les conditions actuelles, une telle réorganisation paraît peu probable, soit qu'on n'ait pas pris la mesure de cette question, soit que les diplomates, chinoise comme américaine, n'y soit ni disposés ni préparés. Si on ne parvenait pas à trouver un système de régulation et de concertation acceptable, on peut parier qu'à mesure que se poseront d'inévitables problèmes – et pas seulement de concurrence économique – se déclencheront de multiples crises toujours plus difficiles à désamorcer. Faute d'un ordre mondial qui l'inclut et auquel elle participe pleinement, la Chine risque de se voir critiquée, isolée et rejetée par une partie de la communauté des nations. On voit déjà poindre, ici et là, des marques inquiétantes de protectionnisme antichinois et de sinophobie. Il y a là des sources potentielles de tensions, voire de menaces, sur la paix mondiale.

Le deuxième phénomène est sans doute encore plus grave. Après trente ans d'errance maoïste, les Chinois ne se cachent pas de copier le modèle capitaliste occidental tout en l'adaptant, disent-ils, à leurs caractéristiques culturelles, en réalité à leur spécificité politique. Mais, dans tous les domaines, ce qu'ils copient n'est plus un modèle. Celui-ci a épuisé une logique, celle de l'abondance, qui n'était pas envisagée pour une planète peuplée de sept milliards d'individus. Le modèle occidental est élitiste, fondé sur une structure bourgeoise, urbaine, consumériste, qui, après plusieurs décennies d'expansion mondiale, ne vaut toujours que pour une partie minoritaire de l'humanité. Ce système est en outre critique et soumis à des cycles qui régénèrent son fonctionnement, crises devenues extrêmement périlleuses et difficilement supportables par leur caractère global et leur ampleur mondiale.

La Chine entre donc dans le système au moment où celui-ci doit se remettre en question ; il connaît en effet sa crise la plus aiguë du dernier siècle, crise que la Chine a réussi, sans doute provisoirement, à écarter de ses rivages, mais dont elle finira bien par payer les retombées. Quand les indicateurs sont favorables et que tout le monde progresse, la Chine telle qu'elle est politiquement organisée et culturellement fondée surfe sur la vague et va deux ou trois fois plus vite que les autres. Si les indicateurs se dégradent et que la belle harmonie se transforme en désordre, il y a fort à parier que la Chine, pour les mêmes raisons d'organisation et de culture, risquera le chute libre. La mondialisation ne peut avoir que des avantages, il faut aussi en payer le prix, et la Chine devra solder les comptes au plus mauvais moment, celui où d'autres puissances auront probablement changé de cap. L'Amérique, contrairement à la Chine qui est ancrée dans son passé, ne connaît pas ce type de frein ; elle est capable, au moins théoriquement, de se refonder et de s'inventer un nouvel avenir. Il y a fort à parier que les Etats-Unis chercheront très vite à corriger leurs erreurs et à renouveler le mécanisme de leur système pour repartir de l'avant.

La Chine aurait alors été deux fois dupe : de la fugacité d'un *ordre mondial* d'abord dont elle a, répétons-le, le plus grand besoin ; de l'épuisement d'un *modèle occidental* ensuite qui s'avèrera dépassé et

impraticable lorsqu'elle y sera totalement engagée. Ce sont les raisons pour lesquelles il apparaît, à l'observateur un tant soit peu attentif, que la course à la croissance chinoise est, faute d'une autre issue, une véritable fuite en avant qui a pour but, outre un développement nécessaire, de s'ancrer le plus profondément au monde et d'y peser de tout son poids afin de s'y rendre indispensable et de freiner son inévitable évolution. L'entrelacs financier avec le dollar illustre cette hypothèse.

La Chine a horreur de l'inconnu ; elle redoute au plus haut point ce monde en devenir qu'on nous promet pour le XXI^e siècle et dont nous ignorons la forme qu'il prendra : aventure nouvelle et excitante pour les Occidentaux qui sont habitués à ce genre de challenge ; inquiétude pour les Chinois qui ne consentent aux transformations que silencieuses, lentes et naturelles. Inquiétude qui explique en grande partie – sans toutefois les justifier – la rigidité des dirigeants chinois et leurs réactions brutales aussi bien sur le plan international que dans la conduite complexe et délicate de la société chinoise.

Conséquences sur « le monde chinois »

C'est dans le « monde chinois » que les contradictions, nées de la « politique de réforme et d'ouverture » déclenchée en 1989, sont les plus visibles et les plus fortes. L'avenir de la Chine se joue sur place, dans un pays-continent surpeuplé, soumis aux excès de la nature et profondément dégradé par un développement débridé. Parmi les nombreuses équations à résoudre, l'une est primordiale : comment poursuivre une course à la croissance aussi rapide (10 % annuels), indispensable pour sortir le peuple chinois du sous-développement et satisfaire ses besoins les plus légitimes d'accès à une aisance modérée, tout en maintenant l'unité du pays, mise à mal par les inégalités criantes qui découlent du libre jeu du marché. La survie du régime politique actuel est liée à la résolution de cette question. Dans un pays qui se réclame encore du collectivisme et de l'athéisme, la montée en flèche de l'individualisme pose des problèmes inédits : on ne peut tout à la fois continuer d'exiger une obéissance absolue dans la vie publique et encourager l'initiative individuelle dans la vie économique. Il y a là une contradiction formelle qui, plus que toute revendication d'une plus grande liberté politique, peut faire exploser l'unité chinoise et entraîner l'anarchie, cette crainte récurrente du pouvoir chinois.

La modernité, au sens large du terme, qui va des études universitaires à l'accès Internet en passant par l'automobile et le pouvoir d'achat, est un produit d'importation auxquels les Chinois, enfoncés dans un profond archaïsme socio-économique pendant une cinquantaine d'années, n'ont été en rien préparés. Habitués à être maltraités par l'histoire, ils en savourent les fruits et jouissent du temps présent, sans toutefois mesurer la facture qu'ils devront régler à plus ou moins long terme.

Parmi bien d'autres tout aussi importantes (d'ordre politique et économique), la facture « écologique » paraît la plus lourde et la plus urgente à solder. Pour prendre un exemple simple dans un secteur essentiel, les besoins énergétiques pour accompagner la croissance sont estimés à 60 000 mégawatts supplémentaires par an, soit une tranche de 1000 mégawatts par semaine, soit encore d'ici à 2030 une augmentation des

capacités de production d'énergie de 1,3 gigawatts, c'est-à-dire le potentiel installé actuel des Etats-Unis. Or, pour des raisons de coût et de ressources disponibles, 80 % des centrales thermiques en construction fonctionneront au charbon, matière première abondante mais, pour de longues années encore, très polluante. Il en va de même dans les transports aériens et terrestres. Si trois mille avions vont venir dans les vingt ans compléter la flotte aérienne chinoise, ce sont des dizaines de millions d'automobiles qui s'agglutineront bientôt dans les mégapoles chinoises, au rythme de quatorze millions en 2009, en croissance annuelle de 35 %. La terre, l'eau, l'air et... le corps humain ne supporteront pas longtemps un traitement aussi dégradant.

Le problème de la Chine est qu'il n'y a pas cohérence entre ses besoins de développement et les capacités d'absorption de son environnement. La raison, bien connue des intéressés, est celle du trop « grand nombre » des Chinois, mais ce fait est une donnée incontournable. Ce grand nombre nécessiterait que la Chine invente un mode de développement qui lui soit spécifique et non le copié-collé du pseudo-modèle occidental. Le Parti Communiste chinois semble bien plus préoccupé de rechercher de savants équilibres sociaux pour se maintenir au pouvoir que de prendre le risque non négligeable de se lancer dans une nouvelle révolution.

On ne doit pas négliger non plus la « facture sociale » dans la Chine contemporaine. Pour un pays depuis toujours collectiviste, dirigé par un Parti communiste et se désignant comme une République populaire, l'existence de disparités aussi flagrantes entre les riches des villes et les pauvres des campagnes est pour le moins étonnante aux yeux des observateurs extérieurs et choquante pour de nombreux Chinois. L'urbanisation effrénée accentue encore ces inégalités car elle crée une masse mobile de *mingong* (une centaine de millions peut-être) formée de paysans sans terre et sans ressources qui louent à prix cassés leur force de travail sur les grands chantiers des villes et des infrastructures.

Un autre aspect du désordre social est dû à la politique dite du « planning familial » qui visait à limiter à un par couple le nombre des enfants. Si l'on sait que dans la culture chinoise la famille est le lieu privilégié de la vie privée en même temps que la clé de voûte de l'organisation sociale, cette réduction unitaire drastique fut vécue comme un traumatisme par la population. Mais cette politique de l'enfant unique, efficace sur le plan démographique, a eu d'autres conséquences : sur le plan sociologique d'abord en déséquilibrant la pyramide des âges et en préparant un vieillissement accéléré de la population, ce qui fait dire aux experts que « la Chine sera vieille avant d'être riche » ; sur le plan comportemental ensuite en coupant de ses racines et livrant à elle-même toute une population de jeunes adultes. Certains se lancent à corps perdu dans les « affaires » pour profiter au maximum de la conjoncture, d'autres adhèrent au Parti pour y retrouver le cadre social que la famille ne leur offre plus, d'autres enfin s'en vont chercher fortune ailleurs.

*

L'optimisme qui était visible en Chine au début des années 2000 est moins manifeste aujourd'hui ; il laisse même parfois la place à un certain

scepticisme. Les succès comme ceux des Jeux Olympiques et bientôt, à n'en pas douter, de l'Exposition universelle de Shanghai, les réalisations spectaculaires comme le record de vitesse du TGV entre Wuhan et Canton, la montée impressionnante de grandes entreprises au panthéon mondial, tout cela continue d'exacerber un nationalisme épidermique. Mais des études critiques, pas nécessairement dissidentes et émanant parfois du cœur du système politique, se multiplient dans le pays et sont au moins en partie relayées par les médias. Une conscience des réalités se fait jour et prend de l'ampleur. Le pire n'est pas sûr, mais il semble bien que la période du « miracle » arrive à son terme. La Chine va se retrouver, à échéance sans doute proche, rattrapée par les réalités, celles d'un monde qu'elle a fortement contribué à bouleverser, celles d'un pays-continent soumis à des pressions de tous ordres d'une ampleur inédite.

Avec la Chine, nous sommes au commencement d'une nouvelle page de l'histoire. Et nous sommes contraints de l'écrire ensemble. Pour ne pas mettre d'huile sur le feu et éviter d'exacerber toutes ces contradictions, il faudrait au moins, provenant de l'extérieur, moins de critiques et plus de compréhension ; en revanche, venant de l'intérieur et des élites chinoises, plus de critiques et moins d'obéissance servile.

Eric de La Maisonneuve
Général de division (2S)
Président de la Société de Stratégie
www.societe-de-strategie.asso.fr